

AIN

# Le gouvernement veut tirer l'Ain hors de « la fracture numérique »

En déplacement dans l'Ain ce mercredi, le secrétaire d'État à la Transition numérique et aux Communications électroniques défend « l'engagement du gouvernement au service du numérique du quotidien ». Interview.

Quel est l'objet de votre déplacement dans l'Ain ?

« Je vais montrer l'engagement du gouvernement au service du numérique du quotidien, avec la résolution de la fracture du numérique qui passe par le déploiement de la fibre et l'installation de pylônes 4G dans les zones blanches, et la lutte contre "l'illectronisme", le manque de maîtrise des outils numériques, avec la mise en place de conseillers numériques. »

Pour vous, c'est aujourd'hui primordial ?

« C'est une des raisons pour laquelle mon secrétariat d'État est celui de la Transition numérique car, aujourd'hui, l'aménagement numérique est aussi important que celui des routes ou des transports. C'est l'univers des possibles que l'on se doit d'ouvrir à tous les Français, quels que soient leur âge et leur lieu d'habitation et de travail. »

« L'aménagement numérique est aussi important que celui des routes ou des transports »

L'État investit donc ?

« L'objectif est que l'ensemble de l'Hexagone soit fibré d'ici à 2025. L'État met l'argent qu'il faut, 92 millions d'euros pour l'Ain, pour généraliser cette couverture. On a besoin de dé-



Cédric O, secrétaire d'État à la Transition numérique et aux Communications électroniques. Photo Progrès/Maxime JEGAT

ployer la fibre, ainsi que la 4G, pour laquelle nous allons installer de nouveaux pylônes. »

Verra-t-on enfin la fin des zones blanches ?

« C'est le but. Depuis 2018, ce sont 500 pylônes qui ont été installés, contre 600 entre 2013 et 2018. Ce sont des zones où on allume la lumière ! Dans l'Ain, trois pylônes sont installés à Sonthonnax-la-Montagne, Saint-Champ et Béréziat, il y en aura 34 nouveaux concédés à des opérateurs d'ici à 2022. Onze nouvelles zones seront ouvertes en 2021. »

L'autre chantier, c'est l'usage du numérique...

« L'État met en place 4 000 conseillers numériques sur toute la France, dont la formation et le salaire seront assurés, pour aider les Français et Français qui ont besoin de sortir de "l'illectronisme". Ces conseillers numériques bénéficieront de 350 heures de formation et seront déployés avant l'été. Il y aura 30 postes de conseillers numériques France services dans l'Ain ; je signerai demain (mardi 26 janvier, NDLR) la convention avec le SIEA (Syndicat intercommunal d'énergie et de l'e-communication de l'Ain, NDLR). Ils aideront différentes populations : des personnes âgées pour leur feuille d'impôt, des commerçants qui

veulent créer un site internet ou des jeunes qui ont besoin de faire leur CV ; ce qui est plus dur que d'aller sur Tik Tok ou Instagram ! »

« Le numérique peut être la revanche des zones rurales »

Le numérique partout pour tous, c'est votre credo ?

« Oui, si on veut faire société aujourd'hui, il faut que tout le monde puisse bénéficier du numérique. Ça peut être un facteur de revitalisation des zones rurales permettant le maintien ou le retour d'entreprises, de supérettes ou de médecins... Le numérique, ça peut être la revanche des zones rurales où l'on vient s'installer, car on est relié à tout... La France doit prendre ce virage. Oui, c'est long, et même lent, mais la France est la mieux fibrée d'Europe ; la moitié de la fibre européenne est en France. »

L'Ain est-il en retard ?

« Avec un taux de raccordement à la fibre de 42 %, on est au-dessus de la moyenne nationale et cela va encore s'améliorer grâce au travail mené conjointement avec les collectivités locales et les élus comme le sénateur Patrick Chaize avec qui je travaille beaucoup. C'est une vraie politique d'aménagement du territoire, avec les acteurs de ces territoires. »

Propos recueillis par François LE STIR



« Le plan de financement est bouclé »

Patrick Chaize, sénateur (LR) de l'Ain et ancien président du SIEA

## EN CHIFFRES

**91,76**

En millions d'euros, la somme allouée par l'État au projet porté par le Syndicat intercommunal d'énergie et de e-communication de l'Ain (SIEA).

**2022**

La date à laquelle le ré-

seau d'initiative publique porté par le SIEA, qui couvre 392 communes, a pour ambition la couverture de 100 % de la zone d'ici juillet 2022.

**42**

En pourcentage, la part de la zone d'initiative publique raccordable, soit 120 000 lignes

reliables à la fibre optique, un taux supérieur aux 27 % nationaux.

**3**

Le nombre de pylônes 4G en service dans l'Ain.

**34**

Les pylônes 4G qui seront installés d'ici 2022.

